

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2020-09-04-002

arrêté de mise en demeure - installations classées pour la
protection de l'environnement - société ERMELEC à
Porcheville

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté de mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ERMELEC à Porcheville**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2018 autorisant la société ERMELEC, dont le siège social est situé 11 rue de Rouen à Porcheville (78440), à exploiter une ligne de tréfilage et zingage électrolytique en continu, à la même adresse, sous la rubrique n° 2565-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 7 août 2020 faisant suite à la visite du site le 31 juillet 2020 ;

Considérant que le rapport de diagnostic de sécurité du 21 juillet 2020 réalisé par l'APAVE n'étudie pas l'ensemble des éléments constructifs mentionnés dans l'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018 et mentionne la non-conformité d'éléments constructifs non coupe-feu 2h ;

Considérant l'absence de consignes d'exploitation, ce qui n'est pas conforme aux exigences de l'article 8.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018 ;

Considérant que les non-conformités susmentionnées constatées par l'inspection des installations classées constituent des manquements aux prescriptions des articles 8.2.1 et 8.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018 ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société ERMELEC de respecter les prescriptions des articles 8.2.1 et 8.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observation dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification le 18 août 2020 du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : La société ERMELEC, dont le siège social est situé à Porcheville (78440) 11 rue de Rouen, est mise en demeure, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision_:

- les prescriptions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018, en justifiant la conformité, en matière de résistance au feu, des éléments constructifs mentionnées dans cet article;
- les prescriptions de l'article 8.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018, en rédigeant les consignes d'exploitation mentionnées dans cet article.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société ERMELEC, et publié au recueil des actes administratifs du département.

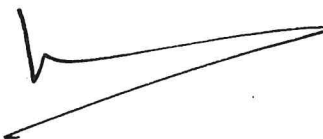
Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Porcheville,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le 4 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice par intérim,
Pour la Directrice par intérim et par
subdélégation,
Le chef de l'unité départementale,



Henri KALTEMBACHER